



NOTATION SECTORIELLE FRANCE

NOVEMBRE 2009

SOMMAIRE

PRESENTATION GENERALE

COMMENTAIRE GÉNÉRAL	P. 2
ECHELLE DES RISQUES SECTORIELS	P. 3
TABLEAUX DES RISQUES SECTORIELS	P. 4

SECTEURS AVEC PERSPECTIVES D'AMELIORATION

GRANDE DISTRIBUTION	P. 6
INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES - IAA	P. 8

SECTEURS PLACES SOUS SURVEILLANCE

HABILLEMENT	P. 11
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS - BTP	P. 13

SECTEURS MAINTENUS

PHARMACIE	P. 16
CHIMIE	P. 18
EQUIPEMENTIERS DE TÉLÉCOMMUNICATION	P. 20
COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES	P. 22
INFORMATIQUE	P. 24
SIDÉRURGIE	P. 26
MÉCANIQUE	P. 28
AUTOMOBILE	P. 30
PAPIER - CARTON	P. 32
TEXTILE	P. 34
TRANSPORT AÉRIEN	P. 36
SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATION.....	P. 38

AVERTISSEMENTS

En 2009, la notation sectorielle France devient semestrielle avec une première publication en avril, une seconde en novembre. Compte tenu de l'introduction de nouveaux indicateurs pour le calcul des risques ainsi que la mise en place de nouveaux périmètres sectoriels, toute comparaison avec les notations antérieures (parutions jusqu'à fin 2008) serait erronée.

PRESENTATION GENERALE

BAISSE D'ACTIVITÉ GÉNÉRALE EN 2009

L'année 2009 restera marquée par un recul quasi général de l'activité dans les principaux secteurs industriels français. Sur le troisième trimestre 2009, la production demeure inférieure de 11% à celle du troisième trimestre 2008 pour l'ensemble de l'industrie, avec des chutes jusqu'à -22% pour les professionnels des Biens d'équipement ou -17% pour les spécialistes de la cokéfaction et du raffinage. La demande s'étant fortement dégradée en début d'année, le déstockage massif opéré par les entreprises a provoqué la sous utilisation de leurs capacités de production et des plans d'adaptation parfois lourds de conséquence sur l'emploi. 600 000 suppressions de postes pourraient ainsi être enregistrées en 2009.

Dans ce contexte, les chefs d'entreprises prévoient une chute de leurs investissements de 22% pour l'ensemble de l'année 2009, et de 3% en 2010. Ils privilégient ainsi le maintien de leur capacité de production plutôt que leur extension. De plus, les difficultés de financement s'avèrent toujours aussi présentes puisque 35% des chefs d'entreprises de PME déclarent avoir subi directement le durcissement du crédit, dont 41% de chefs d'entreprises de l'industrie (enquête IFOP réalisée auprès de PME en septembre). Face à la hausse des défaillances qui devraient dépasser 15% en 2009, les banques maintiennent en effet des conditions d'octroi du crédit très dures. Alors que les 14 000 dossiers passés devant le médiateur du crédit durant les neuf derniers mois témoignent du besoin vital de financement des entreprises françaises.

QUELQUES SIGNES DE REPRISE

Le troisième trimestre 2009 laisse toutefois de meilleures perspectives pour la fin de l'année. Sur 3 mois, la production industrielle a progressé de 2,9% par rapport au deuxième trimestre pour l'ensemble des activités industrielles ; les carnets de commandes se regarnissent peu à peu. Le regain de la demande pourrait permettre aux exportations françaises de progresser de presque 2% sur la même période. L'effet de déstockage touche à sa fin dans plusieurs secteurs d'activités et permet d'envisager une reprise plus significative de la production.

Toutefois, à l'instar de l'Automobile dont le niveau d'activité est aujourd'hui très dépendant des mesures gouvernementales, la reprise reste à confirmer pour de nombreux secteurs (maintenus au sein de leur classe de risque). A l'inverse, les Industries Agro-Alimentaires (IAA) et la Grande distribution devraient connaître une amélioration sensible de leur activité dans les prochains mois (secteur avec perspectives favorables) tandis que le Bâtiment & Travaux Publics (BTP) ou l'Habillement souffriraient au moins jusqu'au premier semestre 2010 (secteurs placés sous surveillance).

➔ Perspectives favorables pour les Industries Agro-Alimentaires (IAA) & la Grande distribution qui profitent du maintien de la consommation française

Soutenus par une consommation toujours dynamique (mais erratique) des ménages français (+2,3% en septembre), les secteurs des **IAA** et de la **Grande distribution** voient globalement leur niveau de risque se réduire. Sans aggravation des défaillances, la situation de leurs entreprises est meilleure qu'à la même époque l'an passé. Les IAA se distinguent par le maintien de leur production tout au long de l'année, celle-ci restant globalement supérieure à 2008. Dans le même temps, la Grande distribution a profité de certains canaux de distribution privilégiés par les ménages français de plus en plus à la recherche de prix bas (hard discount).

➔ Le Bâtiment & Travaux Publics (BTP) et l'Habillement placés sous surveillance face à l'atonie de leur marché

La situation des entreprises du **BTP** s'est dégradée depuis un an et les perspectives ne laissent pas présager d'amélioration immédiate. La construction française de logements reste atone (-17% sur le troisième trimestre 2009) et l'activité ne devrait pas se redresser dans les prochains mois au regard de la nouvelle dégradation du nombre de mises en chantier (-35%). Cette dégradation impacte l'ensemble des acteurs de la construction, quelle que soit leur taille. Le niveau de risque s'accroît ainsi fortement pour les entreprises du secteur dont 12% d'entre elles (8% en 2008) sont évaluées en risque élevé par le score@rating de Coface.

De leur côté, les producteurs et distributeurs de l'**Habillement** français font face à la concurrence agressive des produits asiatiques et à une nouvelle chute de la consommation. Ils voient par ailleurs le mode de consommation de leurs clients évoluer. Alors que les ménages privilégiaient l'achat de produits à bas prix pour faire face à la crise, comportement auquel pouvait en partie faire face les magasins via la multiplication d'opérations de promotion, les consommateurs réduisent aujourd'hui leur panier moyen en volume. Beaucoup d'entreprises n'auront pu se maintenir devant cette dégradation du marché parmi lesquelles les marques Morgan ou Barbara mises en liquidation judiciaire cette année.

➔ **Quelques signes de reprise mais à confirmer**

Symbole de la reprise de l'activité, le secteur de l'**Automobile** a connu en cette rentrée 2009 un exceptionnel regain de production (+20% pour le troisième trimestre) porté par un marché en progression de 4,2% sur 10 mois dont 20% pour le seul mois d'octobre. Cette reprise reste toutefois très dépendante des mesures gouvernementales (prime à la casse, bonus écologique) et pourrait n'être que temporaire, la clientèle accélérant aujourd'hui l'acquisition d'un véhicule automobile pour profiter de ces avantages financiers.

Autre symbole de cette embellie, la **Sidérurgie** dont le recul d'activité commence à se réduire. La baisse de la production s'est en effet limitée à -15,3% en septembre, contre un recul de 40% sur les 8 premiers mois de l'année. Toutefois, cette reprise ne pourra se confirmer qu'à la condition que la demande chinoise se maintienne et que les secteurs utilisateurs d'acier prévoient une amélioration de leur activité, toujours aujourd'hui estimée en chute de 20% fin 2009. Dans la même situation, les secteurs de la **Chimie**, des **Composants électroniques**, du **Textile** et les **Équipementiers de télécommunication** dont la production est repartie à la hausse sur le troisième trimestre.

A l'inverse, certains secteurs demeurent dans une situation où la reprise tarde à se faire sentir. Le secteur de la **Mécanique** dont la plupart des entreprises prolongent le phénomène de déstockage, le **Papier – Carton** qui connaît une demande très faible, ou encore l'**Informatique** et le **Transport aérien** qui attendent toujours un rebond de leur activité.

Enfin, d'autres secteurs ne connaissent pas d'évolution significative. Ils parviennent à maintenir leur niveau de risque qu'il soit très faible, comme dans la **Pharmacie** qui n'a presque pas connu de baisse d'activité en un an, ou qu'il soit très élevé, comme dans les **Services de télécommunication** dont la majorité des acteurs reste structurellement très fragile.

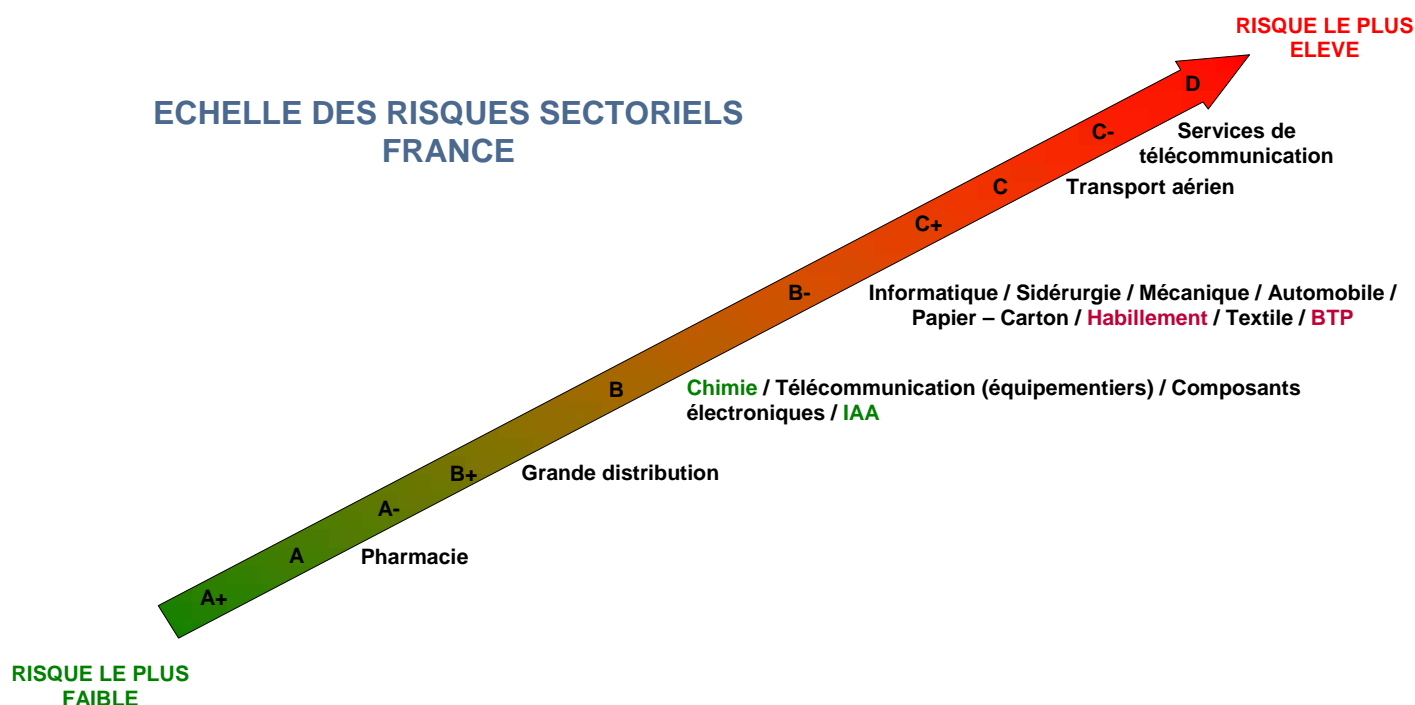


TABLEAU DES RISQUES SECTORIELS

	Janvier 2008	Avril 2008	Juillet 2008	Octobre 2008	Janvier 2009	Avril 2009	Juillet 2009	Novembre 2009
AUTOMOBILE	B	B	B	B	B	B-	B-	B-
BATIMENT & TRAVAUX PUBLICS	B	B	B	B	B	B-	B-	B- ↘
CHIMIE	B	B+	B+	B+	B+	B+	B	B
COMPOSANTS ELECTRONIQUES	B	B	B	B	B	B	B	B
EQUIPEMENTIERS DE TELECOMMUNICATION	B	B	B	B	B	B	B	B
GRANDE DISTRIBUTION	B	B	B	B+	B+	B+	B+	B+ ↗
HABILLEMENT	C+	B-	B-	B-	B-	B-	B-	B- ↘
INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE	B-	B-	B-	B	B	B	B	B ↗
INFORMATIQUE	C+	C+	B-	B-	B-	B-	B-	B-
MECANIQUE	B	B	B	B	B	B-	B-	B-
PAPIER – CARTON	C+	C+	C+	C+	B-	B-	B-	B-
PHARMACIE	A	A	A	A	A	A	A	A
SERVICES DE TELECOMMUNICATION	D	D	C-	C-	C-	C-	C-	C-
SIDERURGIE	B	B	B	B	B	B-	B-	B-
TEXTILE	C+	C+	B-	B-	B-	B-	B-	B-
TRANSPORT AERIEN	C	C	C	C+	C	C	C	C

SECTEURS AVEC PERSPECTIVES D'AMÉLIORATION

***GRANDE DISTRIBUTION
INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES***

GRANDE DISTRIBUTION

Population d'entreprises étudiée : 9 311

• COMMENTAIRE SECTORIEL

L'activité de la Grande distribution semble relancée à la rentrée 2009 après un premier semestre difficile et un été morose ayant enregistré dans le commerce de détail une baisse du chiffre d'affaires de 1,4% en août. Toutefois sur un an, les ventes ont progressé de 2,9% en valeur. De plus, les perspectives de consommation des ménages restent optimistes, poussées par une inflation évaluée à 0,4% sur an (entre août 2008 et août 2009). L'inflation varie selon les canaux de distribution puisqu'elle atteint 0,6% dans les supermarchés, tandis qu'elle redescend à 0,2% dans les hypermarchés.

Dans un contexte de recherche de prix bas, certains segments spécialisés comme le hard discount confirment, voire améliorent, leur positionnement sur le marché. Aujourd'hui, les produits hard discount représentent 11% du panier moyen des consommateurs malgré la réorientation de certaines grandes marques vers les bas prix.

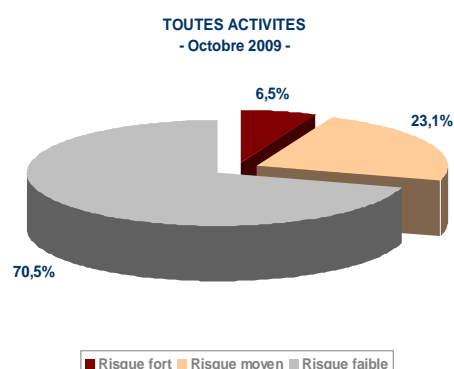
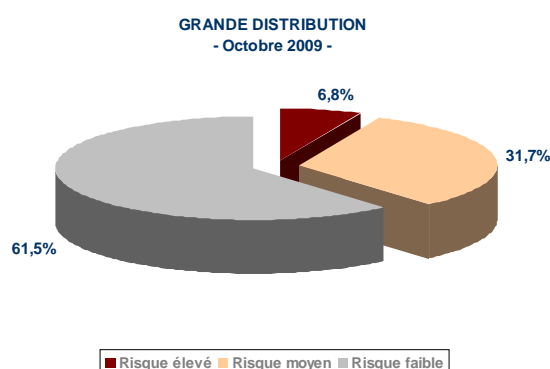
A noter par ailleurs, les premières conséquences de la mise en application de la Loi de Modernisation de l'Economie, avec l'assignation devant les tribunaux en octobre dernier, de neuf distributeurs pour pratiques abusives envers leurs fournisseurs. Sont notamment mises en question des clauses litigieuses ou abusives dans les contrats d'achat : obligation des fournisseurs à racheter les invendus au même prix, fortes pénalités en cas de retard de livraison, baisses de prix imposées aux fournisseurs quand le cours des matières premières diminue.

Les acteurs de la Grande distribution qui ont connu quelques difficultés cette année demeurent financièrement sains (baisse du chiffre d'affaires de Carrefour de 4,2% au troisième trimestre du fait d'un recul des ventes cette année dans les hypers et supermarchés du groupe, ...). La part d'entreprises évaluées en risque fort s'est légèrement réduite en un an, passant de 7,3% en octobre 2008 à 6,8% en octobre 2009, se rapprochant ainsi de la moyenne nationale (6,5%). Enfin, le secteur reste très faiblement exposé aux défaillances, taux de défaillance de 1,23%, soit le 4^{ème} taux le plus faible tous secteurs confondus.

Le secteur est maintenu en classe de risque B+ avec perspectives d'amélioration

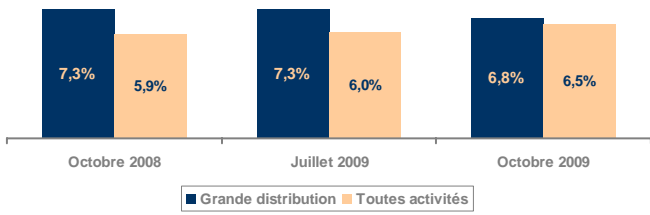
• ANALYSE DU RISQUE

→ Répartition des entreprises par tranche de risque - Octobre 2009

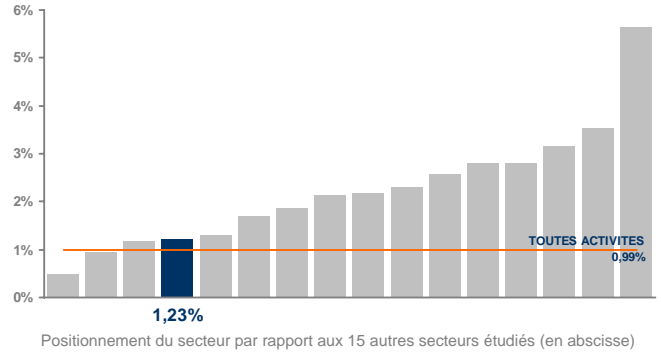


➔ **Evolution du Taux d'entreprises en risque fort et Taux de défaillance**

TAUX D'ENTREPRISES EN RISQUE FORT
- Comparaison 2008 / 2009 -



TAUX DE DEFAILLANCE
- Cumul sur 12 mois à fin octobre 2009 -



INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES - IAA

Population d'entreprises étudiée : 47 150

• COMMENTAIRE SECTORIEL

L'activité des Industries Agro-Alimentaires (IAA) s'est légèrement réduite durant l'été 2009 mais reste l'une des seules à s'être maintenue par rapport à 2008. Ainsi, malgré un léger recul entre le second et le troisième trimestres de cette année (-0,1%), la production industrielle a progressé de 1,6% sur 3 mois par rapport au troisième trimestre 2008. Dans le contexte actuel, les IAA ont globalement réussi à maintenir un taux d'utilisation de leur capacité de production à un bon niveau (77% contre environ 80% avant la crise) même si aucune surperformance n'est à prévoir (les investissements devraient reculer de 15% en 2009 et de 11% en 2010).

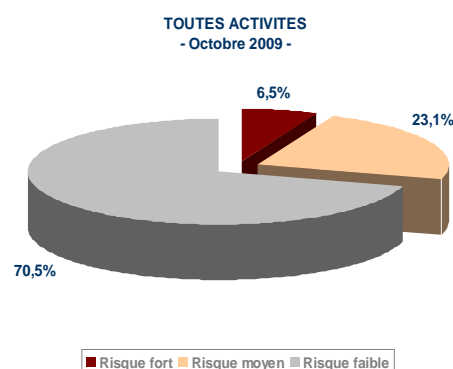
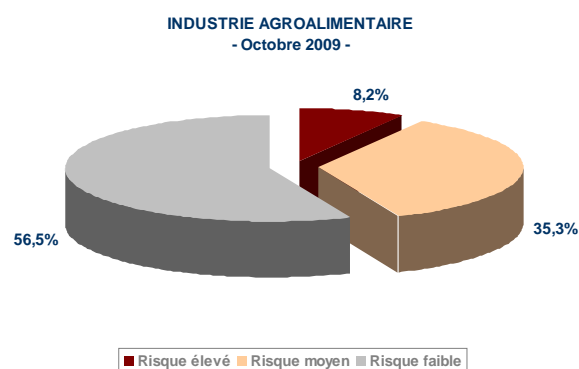
Les entreprises n'ont pas connu de difficultés de trésorerie supérieures à leur niveau habituel. L'activité devrait s'améliorer légèrement aux cours des prochains mois grâce à une hausse des commandes. A surveiller toutefois, le dynamisme du commerce extérieur dans un secteur très porté vers les exportations. Celles-ci n'ont connu qu'une légère hausse cet été (+0,1% à fin août sur trois mois par rapport aux trois mois précédents).

La situation des IAA est ainsi jugée plutôt en amélioration par rapport à 2008 avec un taux d'entreprises en risque fort passé de 10,2% en octobre 2008 à 8,2% en octobre 2009. L'exposition aux risques s'est donc réduite en un an même si elle reste à un niveau supérieur à la moyenne nationale (6,5%). Parallèlement, le taux de défaillances du secteur atteint 2,29%.

Le secteur est maintenu en classe de risque B avec perspectives d'amélioration

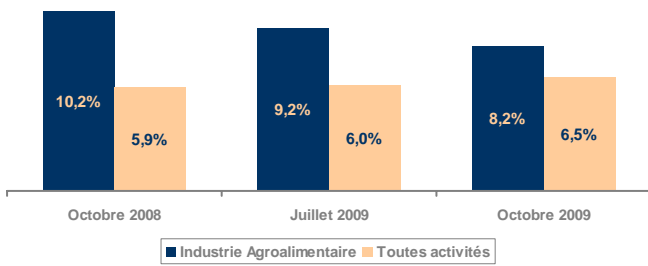
• ANALYSE DU RISQUE

➔ Répartition des entreprises par tranche de risque - Octobre 2009

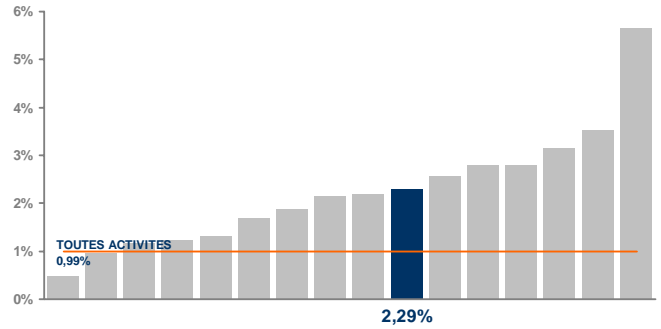


➔ **Evolution du Taux d'entreprises en risque fort et Taux de défaillance**

TAUX D'ENTREPRISES EN RISQUE FORT
- Comparaison 2008 / 2009 -



TAUX DE DEFAILLANCE
- Cumul sur 12 mois à fin octobre 2009 -



Positionnement du secteur par rapport aux 15 autres secteurs étudiés (en abscisse)

SECTEURS PLACES SOUS SURVEILLANCE

***HABILLEMENT
BÂTIMENT & TRAVAUX PUBLICS***

HABILLEMENT

Population d'entreprises étudiée : 68 645

• COMMENTAIRE SECTORIEL

La situation des entreprises de l'Habillement se détériore sous l'effet d'un marché qui ne cesse de se contracter. Les volumes d'affaires des distributeurs ont reculé de 7,5% en valeur sur le seul mois de septembre et de 6% sur les neuf premiers mois de l'année 2009. La modification du calendrier des soldes, laissant aux commerçants l'appréciation de la sixième semaine, a réduit la période estivale et fait chuter la consommation d'articles d'habillement de 9% sur le seul troisième trimestre 2009 par rapport à la même période en 2008. Ainsi sur 2009, la baisse des ventes devrait être plus lourde en valeur qu'en 2008.

Les industriels demeurent assez pessimistes sur leurs perspectives d'activités en 2009 puisque la production n'a progressé que de 0,1% au troisième trimestre par rapport au deuxième trimestre et demeure inférieure d'environ 20% au niveau de l'an passé. Seule embellie, une reprise dynamique de la production de 4,1% en septembre.

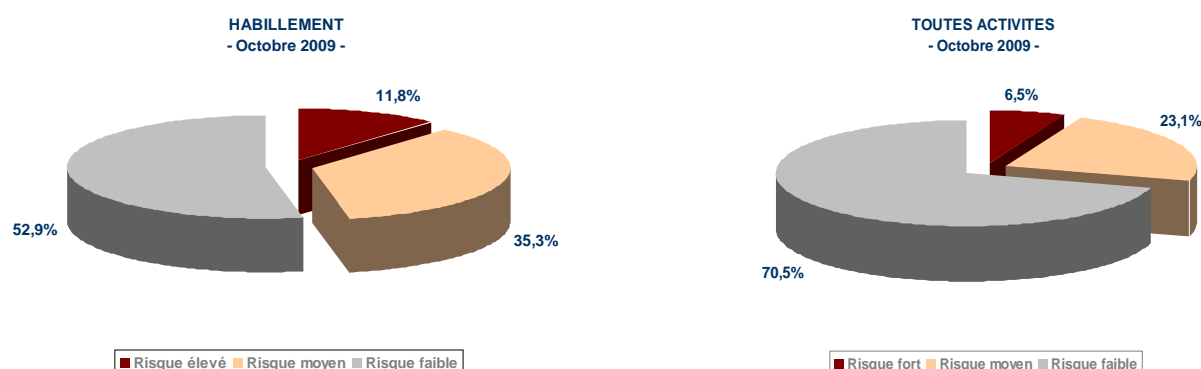
Les marques françaises souffrent toujours de la concurrence des produits asiatiques qui s'est même renforcée cette année dans un contexte de guerre des prix. Autre constat inquiétant depuis le début de la crise, la réduction en volume des achats d'habillement là où, en 2008, seule une baisse en valeur des achats avait été enregistrée. Certaines marques, pourtant bien implantées, ont ainsi été placées en redressement ou en liquidation judiciaire cette année (Morgan, Barbara ou Christian Lacroix).

Le risque pour les entreprises du secteur s'est donc plutôt accentué sur les derniers mois. La part d'entreprises évaluées en risque fort est passée de 10,5% en juillet dernier à 11,8% en octobre, l'Habillement dépassant ainsi de plus de 5 points le taux général (6,5%). Les défaillances dans le secteur restent de plus à un niveau très élevé avec un taux à 3,15%.

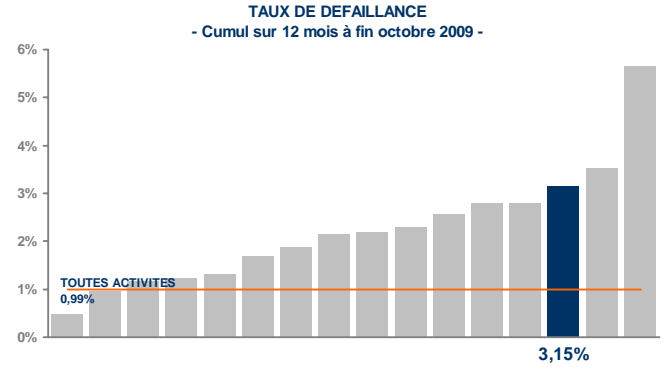
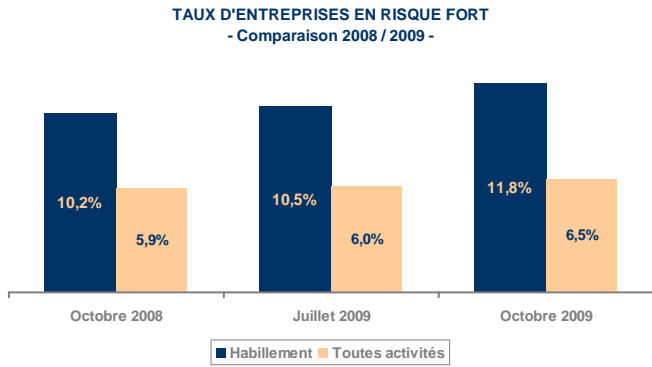
Le secteur est maintenu au sein de sa classe de risque B- sous surveillance négative

• ANALYSE DU RISQUE

➔ Répartition des entreprises par tranche de risque - Octobre 2009



➔ **Evolution du Taux d'entreprises en risque fort et du Taux de défaillance**



Positionnement du secteur par rapport aux 15 autres secteurs étudiés (en abscisse)

BATIMENT & TRAVAUX PUBLICS - BTP

Population d'entreprises étudiée : 950 385

• COMMENTAIRE SECTORIEL

Le BTP souffre toujours d'une forte baisse d'activité. Là où la plupart des secteurs connaissent un regain de production en cette rentrée 2009, le secteur voit la sienne reculer sur les derniers mois (-3,5% au troisième trimestre par rapport au trois mois précédents et -9,1% par rapport au troisième trimestre 2008). Ainsi, la construction de logements en France recule de 17,6% à fin septembre sur 12 mois, constat qui s'accroît dans la construction de logements neufs (90% du total des constructions), avec une baisse de 20% sur la même période.

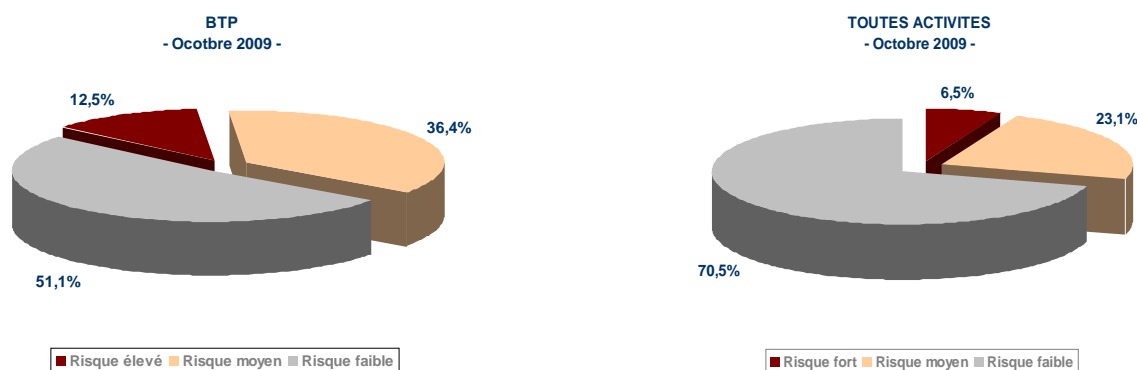
Dans l'immobilier, quelques signes de reprise sont néanmoins à signaler. Les agences et promoteurs immobiliers constatent en effet un regain des transactions et font état de quelques indices de reprise tels que la diminution des rabais consentis aux acheteurs ou le raccourcissement des délais de vente. Liée essentiellement à la baisse des taux d'intérêt, à l'assouplissement des conditions de crédit et aux mesures gouvernementales (loi Scellier, prêt à taux 0), cette reprise des transactions s'avère toutefois insuffisante pour juguler le recul des mises en chantier. Sur le seul troisième trimestre 2009, ce recul atteint 35% par rapport au troisième trimestre 2008 avec 77 000 mises en chantier sur juillet, août et septembre. Ainsi, les perspectives pour la fin de l'année 2009 et le premier semestre 2010 restent pessimistes pour l'ensemble de la filière de la construction, d'autant que le niveau des stocks de logements à écouler reste élevé.

Dans ce contexte, la situation des entreprises du secteur a connu une forte dégradation en un an. La part d'entreprises en risque fort qui atteignait 8,2% de la population totale du secteur en octobre 2008, culmine aujourd'hui à 12,5%, soit quasiment le double de la moyenne nationale tous secteurs confondus.

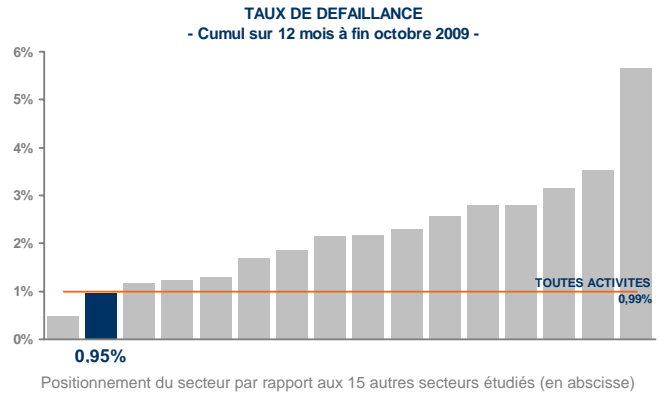
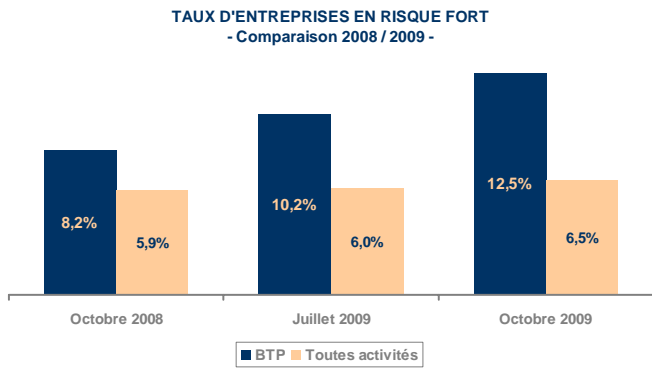
Le secteur est maintenu au sein de sa classe de risque B- sous surveillance négative

• ANALYSE DU RISQUE

➔ Répartition des entreprises par tranche de risque - Octobre 2009



➔ **Evolution du Taux d'entreprises en risque fort et Taux de défaillance**



SECTEURS MAINTENUS

PHARMACIE
CHIMIE
EQUIPEMENTIERS DE TELECOMMUNICATION
COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
INFORMATIQUE
SIDÉRURGIE
MÉCANIQUE
AUTOMOBILE
PAPIER – CARTON
TEXTILE
TRANSPORT AÉRIEN
SERVICES DE TELECOMMUNICATION

PHARMACIE

Population d'entreprises étudiée : 26 457

• COMMENTAIRE SECTORIEL

Le secteur de la Pharmacie reste, avec les IAA, le seul à avoir su maintenir sa production industrielle en 2009. Avec une hausse de 2,8% de sa production au troisième trimestre par rapport au deuxième trimestre, et de plus de 6% entre août 2008 et août 2009, l'industrie pharmaceutique maintient son rang de secteur le moins exposé aux risques. De plus, une amélioration des commandes a été enregistrée en juin, juillet et août, avec une balance commerciale positive (hausse de 2,5% des exportations sur 3 mois et baisse de 1,4% des importations).

L'industrie pharmaceutique française maintient ainsi son rang de leader européen même si sa croissance tend à se réduire depuis deux ans (premières estimations de croissance à 3% en 2009). La faute à un marché des médicaments en faible progression, les ventes n'ayant augmenté que de 0,5% à fin août contre des hausses pouvant atteindre 3,5% en 2007 ou les précédentes années.

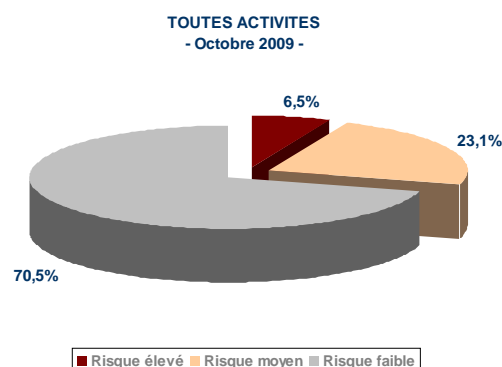
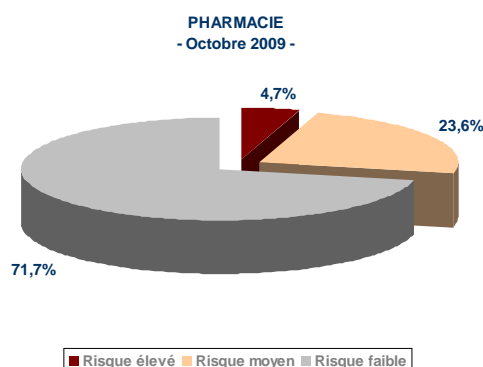
A suivre toujours, la concurrence des médicaments génériques sur un marché français encore peu concerné (à peine 20% des médicaments consommés en France sont des génériques contre 50% aux Etats-Unis). Dans cette situation, le gouvernement français a autorisé les industriels de la Pharmacie à fabriquer des génériques avant même la fin de la période d'exclusivité des brevets. Cette spécificité française oblige les entreprises à produire la moitié de leurs génériques à l'étranger. Autre mesure accordée par le gouvernement, la mise en place d'un fonds d'investissement doté de 140 millions d'euros pour aider au développement des entreprises de biotechnologies encore peu implantées dans l'Hexagone.

Les entreprises spécialisées dans la Pharmacie demeurent financièrement très saines avec moins de 5% d'entre elles jugées en risque fort. De plus, les entreprises du secteur sont très faiblement exposées aux risques de défaillance, puisque le taux de défaillance atteignait 0,48% à fin septembre 2009, le plus faible tous secteurs confondus.

Le secteur est maintenu au sein de sa classe de risque A

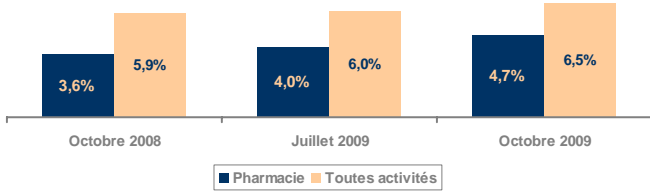
• ANALYSE DU RISQUE

➔ Répartition des entreprises par tranche de risque - Octobre 2009

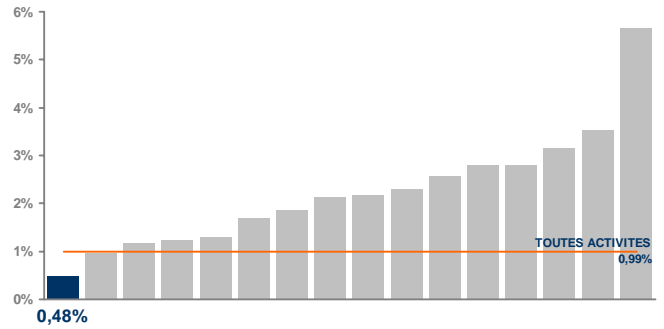


➔ **Evolution du Taux d'entreprises en risque fort et Taux de défaillance**

TAUX D'ENTREPRISES EN RISQUE FORT
- Comparaison 2008 / 2009 -



TAUX DE DEFAILLANCE
- Cumul sur 12 mois à fin octobre 2009 -



Positionnement du secteur par rapport aux 15 autres secteurs étudiés (en abscisse)

CHIMIE

Population d'entreprises étudiée : 4 832

• COMMENTAIRE SECTORIEL

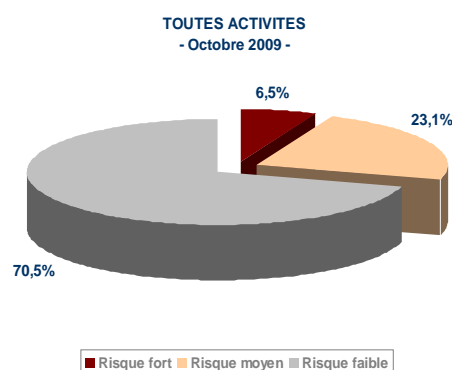
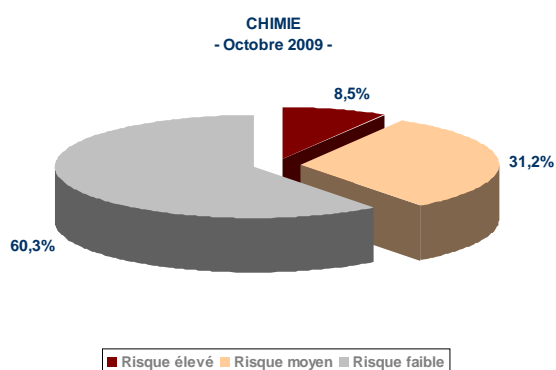
Au premier semestre 2009, la Chimie a fortement souffert d'un recul des commandes. Le secteur a vu la situation de ses entreprises se dégrader (le taux d'entreprises en risque fort est passé de 5,8% en octobre 2008 à 6,2% en juillet 2009, et à 8,5% en octobre 2009). Ces résultats sont à l'origine en juillet de la dégradation du secteur en classe de risque B. Toutefois, la production industrielle connaît une belle reprise fin août avec une hausse de 5,2% par rapport aux 3 mois précédents ; hausse confirmée en septembre avec +3,4% sur un mois par rapport à août. De plus, les échanges à l'export semblent reprendre grâce à un regain des exportations de 4% à fin août.

Enfin, la Chimie reste faiblement exposée aux risques de défaillance avec un taux de 1,17%, soit le 3^{ème} taux le plus faible tous secteurs confondus et légèrement au dessus du taux de défaillance national.

Le secteur est maintenu au sein de sa classe de risque B

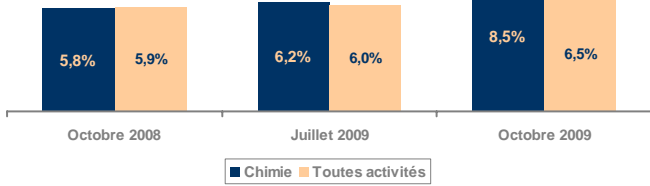
• ANALYSE DU RISQUE

➔ Répartition des entreprises par tranche de risque - Octobre 2009

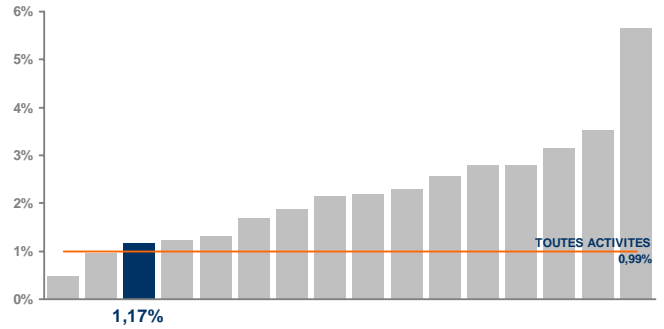


➔ **Evolution du Taux d'entreprises en risque fort et Taux de défaillance**

TAUX D'ENTREPRISES EN RISQUE FORT
- Comparaison 2008 / 2009 -



TAUX DE DEFAILLANCE
- Cumul sur 12 mois à fin octobre 2009 -



Positionnement du secteur par rapport aux 15 autres secteurs étudiés (en abscisse)

EQUIPEMENTIERS DE TELECOMMUNICATION

Population d'entreprises étudiée : 1 224

• COMMENTAIRE SECTORIEL

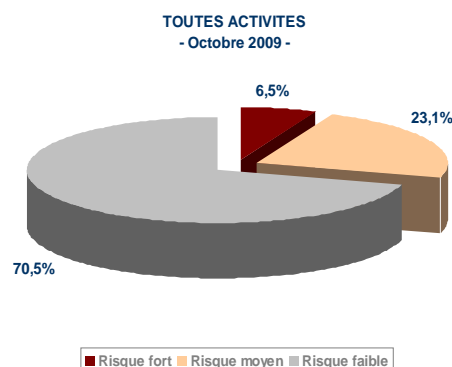
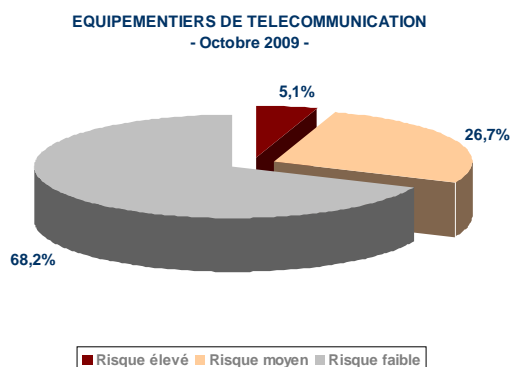
Le secteur des Equipementiers de télécommunications a connu de fortes turbulences en cette année 2009. De nombreuses défaillances dans le secteur ont été recensées entraînant le taux de défaillance à 2,18%, soit le 9^{ème} taux le plus élevé tous secteurs confondus. En France, la faillite de la filiale de l'équipementier canadien Nortel en est le parfait exemple. Néanmoins, ces événements ont toutefois eu le mérite d'assainir le secteur, en mettant en valeur les capacités d'adaptation de ses acteurs. Ainsi, une entreprise comme Alcatel-Lucent prévoit un retour à la rentabilité d'ici la fin de l'année. D'une manière générale, la situation des entreprises s'est améliorée. On recense à l'heure actuelle beaucoup moins d'entreprises en risque fort que l'an passé (5,1% en octobre 2009 contre 6,5% en octobre 2008). De ce fait, le secteur est jugé comme l'un des moins risqué sur les 16 secteurs étudiés.

Sur le secteur des Equipementiers de télécommunications, la demande devrait reprendre dans les prochains mois grâce notamment au redressement du marché du mobile ; une croissance de 3% est attendue au quatrième trimestre 2009, avec une baisse du chiffre d'affaires limité à 4,4% dans le monde cette année. Certains produits permettent également d'envisager une croissance dynamique du marché, notamment les Smartphones dont les ventes ont progressé de 25% en Europe de l'ouest au deuxième trimestre 2009. Leur part de marché dans les ventes de mobiles atteint aujourd'hui 14% et pourrait culminer à 35% d'ici 3 ans.

Le secteur est maintenu au sein de sa classe de risque B

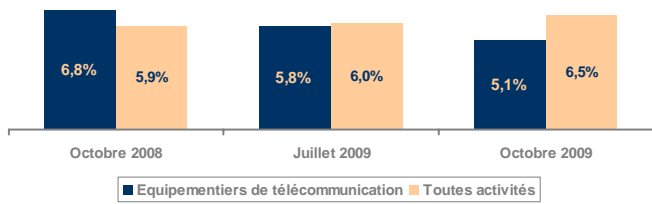
• ANALYSE DU RISQUE

➔ Répartition des entreprises par tranche de risque - Octobre 2009

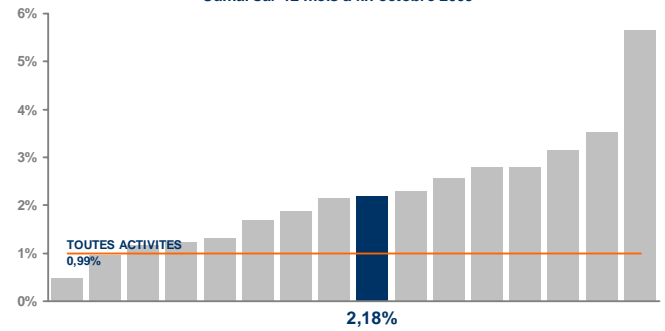


➔ **Evolution du Taux d'entreprises en risque fort et Taux de défaillance**

TAUX D'ENTREPRISES EN RISQUE FORT
- Comparaison 2008 / 2009 -



TAUX DE DEFAILLANCE
- Cumul sur 12 mois à fin octobre 2009 -



Positionnement du secteur par rapport aux 15 autres secteurs étudiés (en abscisse)

COMPOSANTS ELECTRONIQUES

Population d'entreprises étudiée : 900

• COMMENTAIRE SECTORIEL

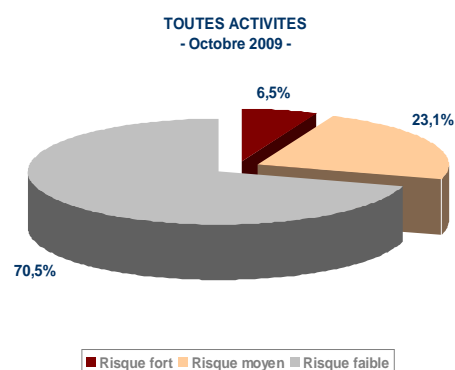
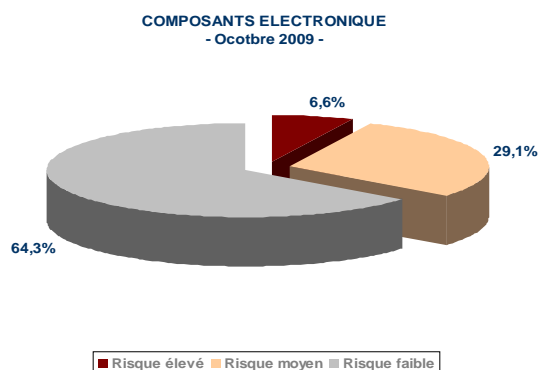
Les industriels spécialisés dans les Composants électroniques ont vu leur production repartir sur les mois de juin, juillet et août 2009 avec une hausse de 10,1% par rapport aux 3 mois précédents. Ils profitent en effet d'une demande extérieure en progression, leurs exportations ayant bondi de 7,7% sur la même période. Ces performances restent néanmoins bien en-dessous du niveau d'activité de 2008, et ce même si la baisse est modérée ces derniers mois.

La situation des entreprises du secteur porte néanmoins à l'optimisme au vu de la forte purge déjà réalisée sur les entreprises les plus fragiles. En effet, le secteur des Composants électroniques a été marqué par une année 2009 ponctuée de nombreuses défaillances. A fin septembre, le taux de défaillance atteignait 5,66%, ce qui faisait des Composants électroniques le secteur le plus impacté. Ces défaillances ont toutefois permis d'assainir un secteur dont le taux d'entreprises en risque fort a fortement chuté en un an. Entre octobre 2008 et octobre 2009, la part est passée de 8,1% à 6,9%. Aujourd'hui, la répartition des entreprises du secteur par tranche de risque se situe dans la moyenne nationale, permettant de maintenir la classe de risque B.

Le secteur est maintenu au sein de sa classe de risque B

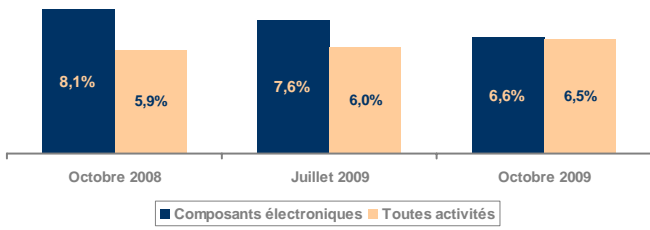
• ANALYSE DU RISQUE

➔ Répartition des entreprises par tranche de risque - Octobre 2009

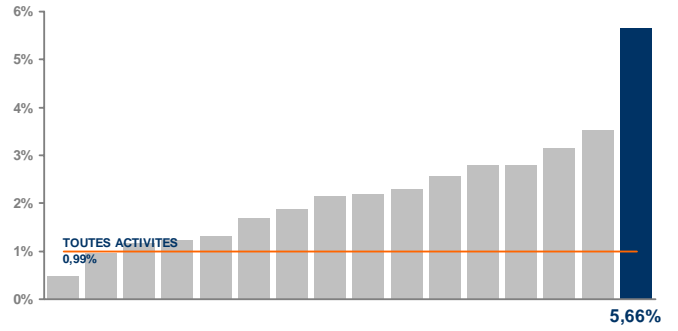


➔ **Evolution du Taux d'entreprises en risque fort et Taux de défaillance**

TAUX D'ENTREPRISES EN RISQUE FORT
- Comparaison 2008 / 2009 -



TAUX DE DEFAILLANCE
- Cumul sur 12 mois à fin octobre 2009 -



Positionnement du secteur par rapport aux 15 autres secteurs étudiés (en abscisse)

INFORMATIQUE

Population d'entreprises étudiée : 81 282

• COMMENTAIRE SECTORIEL

Les industriels de l'Informatique souffrent toujours d'une forte chute d'activité. La production a reculé de plus de 20% sur 3 mois à fin août 2009, par rapport aux 3 mois précédents, et de 12,2% sur le seul mois d'août. Les carnets de commandes commencent toutefois à se regarnir légèrement (+2,7% à fin août sur 3 mois), après une forte chute de la demande en informatique grand public. Sur ce segment, les ventes ont en effet reculé de 7,7% en valeur au cours du deuxième trimestre 2009, et ce malgré l'attrait porté aux nouveaux produits tels les mini-pc.

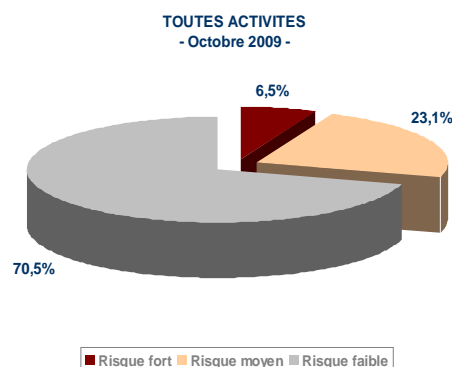
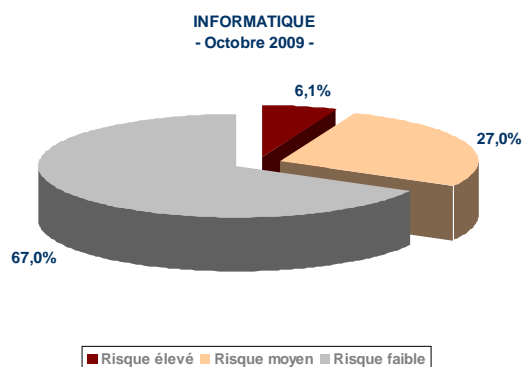
Les professionnels des services informatiques ont également souffert de la crise, les entreprises préférant couper certains budgets accordés à des postes jugés non indispensables comme le consulting.

La situation des entreprises de l'informatique s'est néanmoins fortement améliorée. Le taux d'entreprises en risque élevé s'est ainsi fortement réduit entre octobre 2008 et octobre 2009 (6,1% contre 9,9%). Le taux de défaillances reste à un niveau correct, soit à 1,70%.

Le secteur est maintenu au sein de sa classe de risque B-

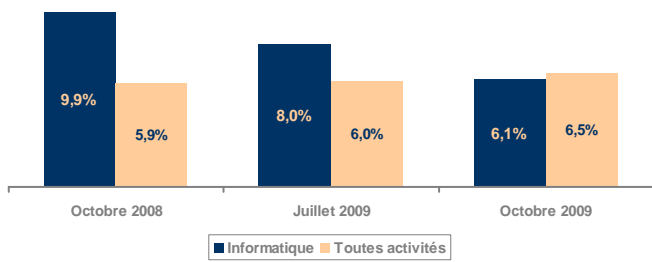
• ANALYSE DU RISQUE

➔ Répartition des entreprises par tranche de risque - Octobre 2009

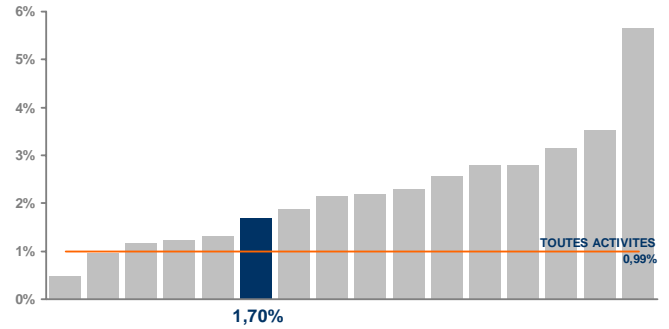


➔ **Evolution du Taux d'entreprises en risque fort et Taux de défaillance**

TAUX D'ENTREPRISES EN RISQUE FORT
- Comparaison 2008 / 2009 -



TAUX DE DEFAILLANCE
- Cumul sur 12 mois à fin octobre 2009 -



Positionnement du secteur par rapport aux 15 autres secteurs étudiés (en abscisse)

SIDERURGIE

Population d'entreprises étudiée : 435

• COMMENTAIRE SECTORIEL

La situation des sidérurgistes français comme celle de leurs homologues étrangers est aujourd'hui très liée à la demande d'acier chinoise. Celle-ci étant légèrement repartie ces derniers mois, on constate un regain d'activité pour la production française. Les exportations ont ainsi progressé de 29% en août 2009 par rapport à 2008, et de 5,5% sur 3 mois. Toutefois, la production française d'acier reste de très faible niveau puisque sur les huit premiers mois de l'année 2009, elle demeure inférieure de 40% en volume à celle de l'année passée (974 kilotonnes contre 1 633 en 2008). La baisse de la production a cependant tendance à se réduire depuis septembre, avec une baisse limitée à 15,3% par rapport à septembre 2008.

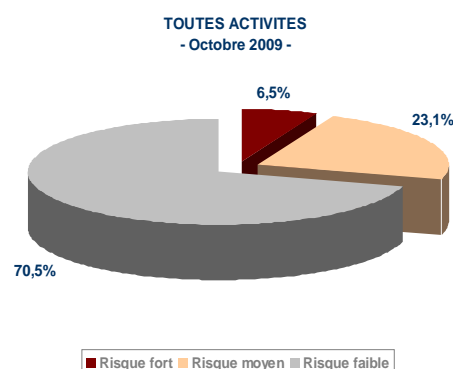
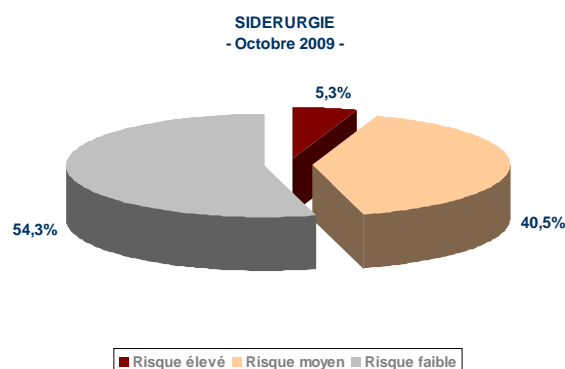
Sur l'ensemble de l'année 2009, la baisse de la demande devrait se limiter -30% grâce à la légère reprise constatée en cette rentrée et à la fin du déstockage d'acier. Les secteurs utilisateurs d'acier prévoient de leur côté un recul de 20% de leur activité, engendrant une baisse d'environ 25% de la consommation d'acier. Les premières prévisions pour 2010 laissent envisager une progression de la demande d'environ 10% en 2010.

Dans ce contexte, les entreprises françaises ont connu en 2009 un niveau relativement élevé de défaillances (taux de défaillance de 2,80%), provoquant la disparition des entreprises les plus fragiles (taux d'entreprises en risque élevé passant de 7,9% à 5,3% entre octobre 2008 et octobre 2009).

Le secteur est maintenu au sein de sa classe de risque B-

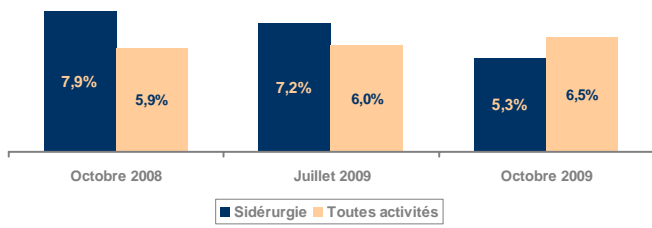
• ANALYSE DU RISQUE

➔ Répartition des entreprises par tranche de risque - Octobre 2009

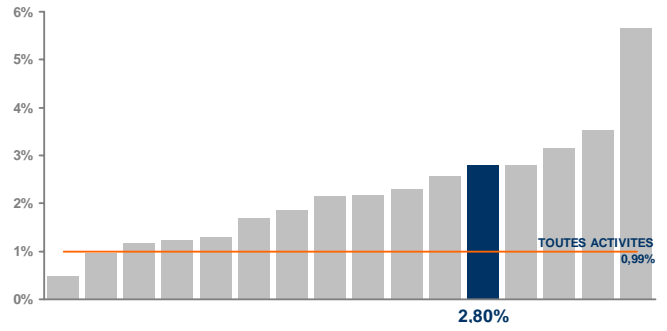


➔ **Evolution du Taux d'entreprises en risque fort et du Taux de défaillance**

TAUX D'ENTREPRISES EN RISQUE FORT
- Comparaison 2008 / 2009 -



TAUX DE DEFAILLANCE
- Cumul sur 12 mois à fin octobre 2009 -



Positionnement du secteur par rapport aux 15 autres secteurs étudiés (en abscisse)

MECANIQUE

Population d'entreprises étudiée : 69 687

• COMMENTAIRE SECTORIEL

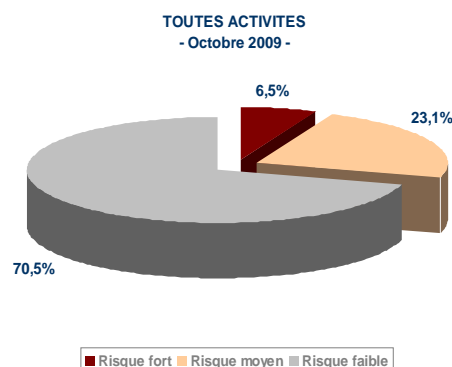
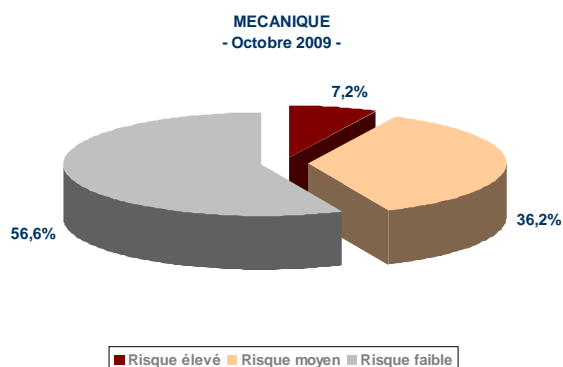
Depuis le début de l'année, le niveau de la demande dans la Mécanique reste très faible tant sur le marché domestique français qu'à l'exportation. Malgré une légère amélioration des commandes à la rentrée 2009, l'activité devrait connaître une forte chute d'ici la fin de l'année. Pour l'ensemble de l'Europe, celle-ci est estimée à 20% pour les spécialistes des équipements mécaniques, et à 16% pour ceux de la transformation mécanique. Les capacités de production devraient continuer d'être fortement sous utilisées, le déstockage continuant d'être employé par la majorité des filières mécaniques. A noter néanmoins que certains secteurs, comme les fabricants de machines d'usage spécial, anticipent une légère reprise très prochainement.

La situation des entreprises est globalement dégradée avec une augmentation de la part d'entre elles évaluées en risque élevé ; le secteur en recensait 6,3% en octobre 2008, contre 7,2% en octobre 2009. Dans le même temps, le taux de défaillance s'est maintenu à un niveau moyen avec 2,13%.

Le secteur est maintenu au sein de sa classe de risque B-

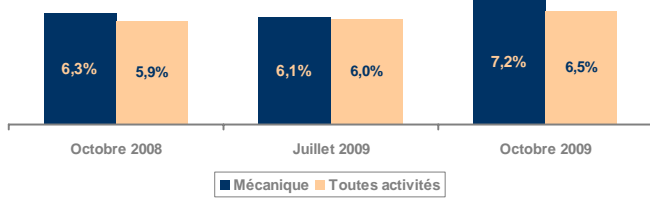
• ANALYSE DU RISQUE

➔ Répartition des entreprises par tranche de risque - Octobre 2009

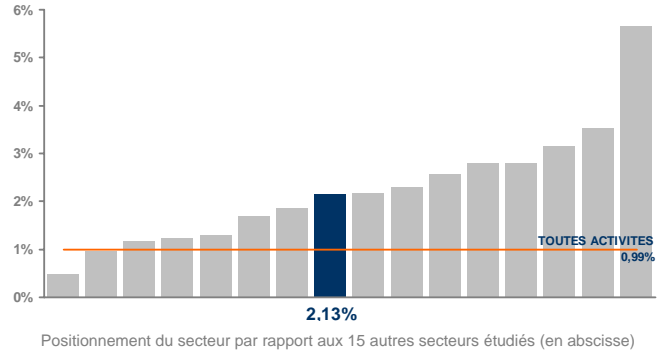


➔ **Evolution du Taux d'entreprises en risque fort et Taux de défaillance**

TAUX D'ENTREPRISES EN RISQUE FORT
- Comparaison 2008 / 2009 -



TAUX DE DEFAILLANCE
- Cumul sur 12 mois à fin octobre 2009 -



AUTOMOBILE

Population d'entreprises étudiée : 89 546

• COMMENTAIRE SECTORIEL

Dans le secteur Automobile, certains signes positifs ont été notés depuis l'été 2009. Sur l'ensemble du troisième trimestre, la production industrielle a progressé de 20,7% par rapport au deuxième trimestre mais avec un recul de 7,9% en septembre. Le niveau reste fortement inférieur à celui de 2008 et la reprise des commandes reste à confirmer. L'achat d'automobiles est de son côté toujours portée par les mesures gouvernementales (prime à la casse, bonus écologique, ...), les ventes d'automobiles bondissant de 20,1% pour le seul mois d'octobre. Sur les 10 premiers mois de l'année, le marché automobile français a progressé de 4,2%. En données corrigées des jours ouvrables, ce segment de marché progresse de 25,6% après une hausse de 14,1% en septembre. Toutefois, cette embellie ne pourrait être que transitoire, les clients particuliers anticipant la réduction de la prime à la casse et un durcissement du bonus écologique début 2010.

Dans ce contexte, les acteurs du secteur Automobile n'ont que peu de visibilité pour l'année prochaine et s'attendent à une chute d'activités au premier trimestre 2010, les premières estimations faisant état d'un recul de marché européen de 8 à 10%. Les chefs d'entreprises anticipent également une chute de leurs investissements de 18% pour 2009 et déclarent toujours souffrir de difficultés de trésorerie.

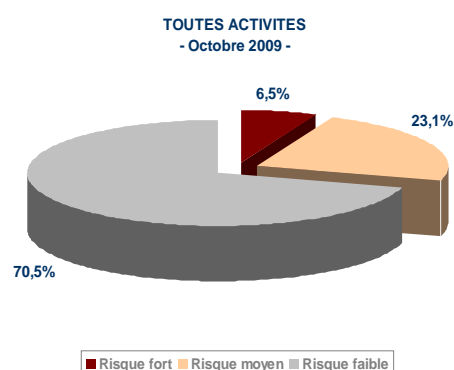
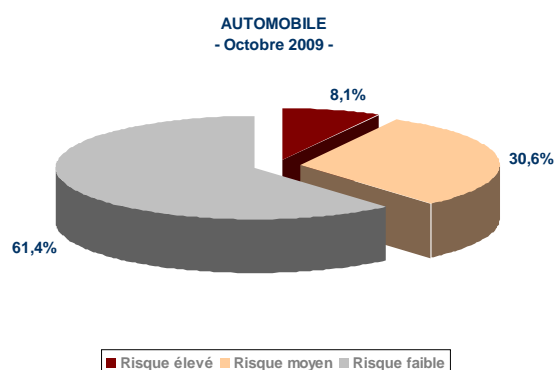
Sur les autres segments de l'Automobile, les ventes de véhicules sont en recul. La baisse de consommation des utilitaires légers (-22,4% en octobre) et des véhicules industriels (-54,5% en octobre) témoignent de l'inertie économique des clients des secteurs du Transport et du BTP.

Si une grande majorité des intervenants présente un niveau de risque faible (61,4%), la part d'entreprises évaluées en risque fort a progressé sur un an à 8,1% contre 7,5% en octobre 2008. Elle dépasse ainsi de près de deux points la moyenne nationale (6,5%).

Secteur maintenu au sein de sa classe de risque B-

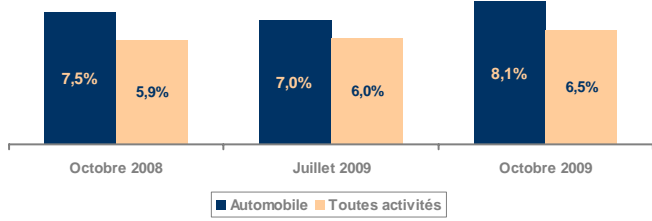
• ANALYSE DU RISQUE

➔ Répartition des entreprises par tranche de risque - Octobre 2009

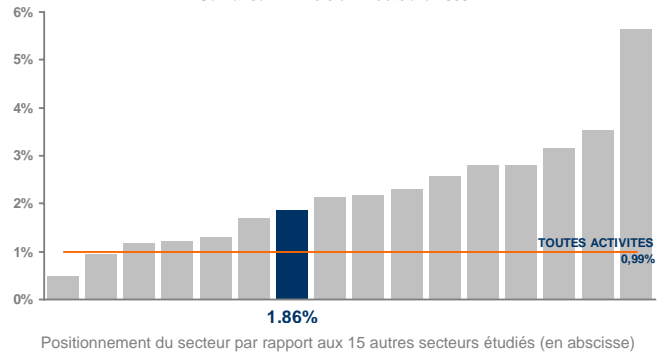


➔ **Evolution du Taux d'entreprises en risque fort et Taux de défaillance**

TAUX D'ENTREPRISES EN RISQUE FORT
- Comparaison 2008 / 2009 -



TAUX DE DEFAILLANCE
- Cumul sur 12 mois à fin octobre 2009 -



PAPIER - CARTON

Population d'entreprises étudiée : 1 892

• COMMENTAIRE SECTORIEL

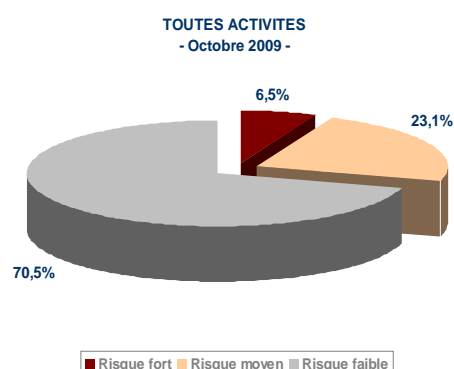
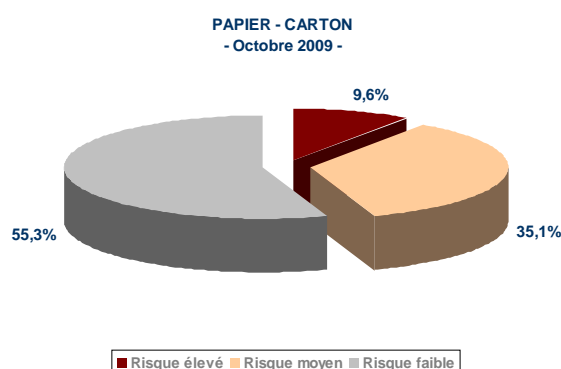
Le niveau d'activité de l'industrie papetière reste très faible et la reprise tarde à se faire sentir. En effet, la production, si elle cesse de chuter depuis plusieurs mois, se stabilise à un niveau très faible puisque sur 3 mois à fin août, elle était inférieure de 10% à celle de l'an passé. Dans le même temps, les commandes ne progressent pas et les exportations restent trop peu portées par la demande chinoise (+0,6% sur trois mois à fin août).

De plus, la situation des entreprises du secteur reste très préoccupante puisque le taux d'entreprises en risque fort est largement supérieur à la moyenne générale, même s'il se stabilise par rapport au dernier trimestre 2009. Toutefois, ce taux connaît une amélioration depuis un an, une part non négligeable des entreprises ayant déjà failli. Finalement, le secteur demeure très exposé aux risques avec un taux de défaillance à 2,57%.

Secteur maintenu au sein de sa classe de risque B-

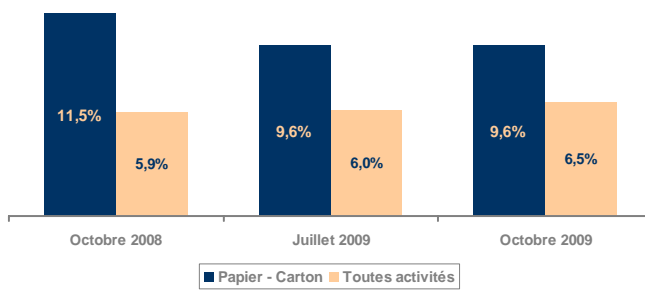
• ANALYSE DU RISQUE

➔ Répartition des entreprises par tranche de risque - Octobre 2009

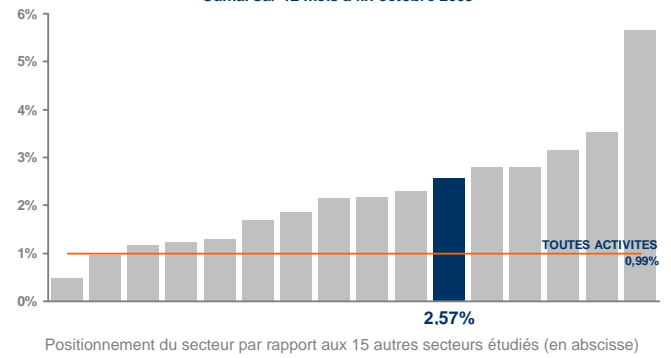


➔ **Evolution du Taux d'entreprises en risque fort et Taux de défaillance**

TAUX D'ENTREPRISES EN RISQUE FORT
- Comparaison 2008 / 2009 -



TAUX DE DEFAILLANCE
- Cumul sur 12 mois à fin octobre 2009 -



TEXTILE

Population d'entreprises étudiée : 12 301

• COMMENTAIRE SECTORIEL

La consommation d'articles textiles ne cesse de reculer en 2009. Sur les neuf premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires des distributeurs d'articles de textile a ainsi reculé de 3,5% par rapport à 2008, et de 2,9% sur le seul mois de septembre 2009. Le troisième trimestre, secoué par la modification du calendrier des soldes laissé à l'appréciation des commerçants, a connu une baisse de consommation de 9% par rapport au même trimestre l'an passé.

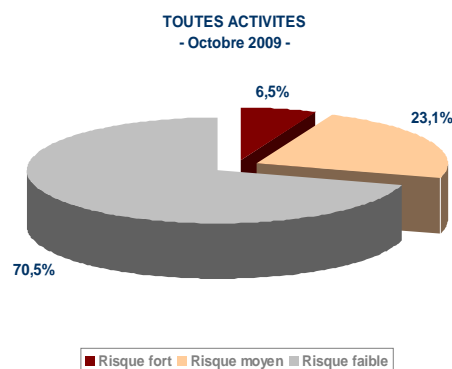
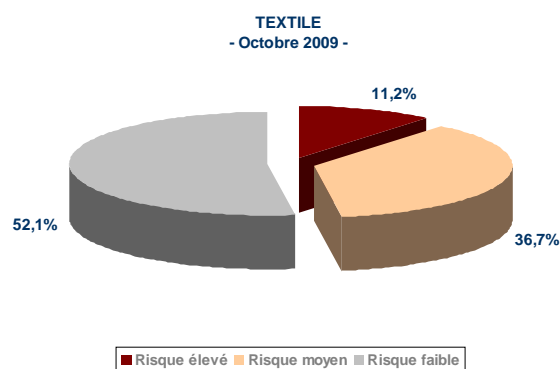
Les industriels du Textile endurent une baisse de la consommation et une concurrence asiatique très agressive. Sur les sept premiers mois de l'année 2009, les exportations françaises de textile ont reculé de 23% tandis que la production industrielle reculait de 27% de janvier à août. Néanmoins, un léger regain des commandes a été enregistré durant l'été, ce qui devrait contenir la baisse de la production.

Dans ce contexte, les difficultés des entreprises du secteur s'accroissent et les faillites se multiplient ; à noter les défaillances de Siat & Lang, Avelana, Manufactures Harmann ou Peignages Dumortier pourtant leader européen de la préparation de fibres textiles. Le taux de défaillance atteint 2,81%, soit le 4^{ème} taux le plus élevé sur les 16 secteurs étudiés. Le taux d'entreprises en risque fort reste élevé (11,2% par rapport aux 6,5% de la population nationale) ; il se stabilise cependant depuis un an (11,2% en octobre 2009 contre 11,4% en octobre 2008).

Le secteur est maintenu au sein de sa classe de risque B-

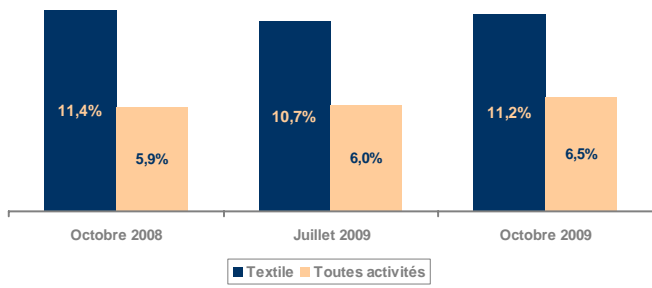
• ANALYSE DU RISQUE

➔ *Répartition des entreprises par tranche de risque - Octobre 2009*

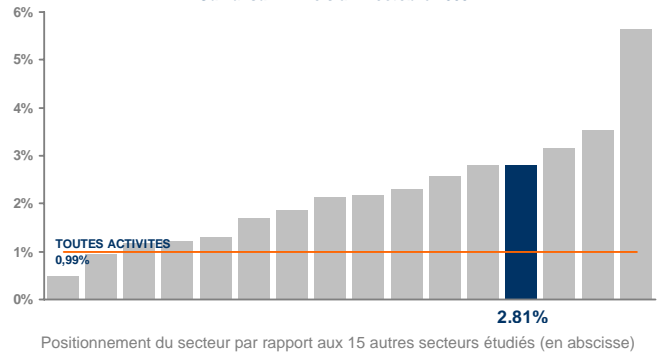


➔ **Evolution du Taux d'entreprises en risque fort et Taux de défaillance**

TAUX D'ENTREPRISES EN RISQUE FORT
- Comparaison 2008 / 2009 -



TAUX DE DEFAILLANCE
- Cumul sur 12 mois à fin octobre 2009 -



TRANSPORT AERIEN

Population d'entreprises étudiée : 1 080

• COMMENTAIRE SECTORIEL

Le Transport aérien qui a connu une année noire en 2008 avec des pertes de 8,5 milliards de dollars, s'attend à une année 2009 toute aussi sombre avec des prévisions de perte de l'ordre de 11 milliards de dollars. Cette dégradation s'explique par la hausse des prix des carburants et par la faiblesse des rendements. La recette moyenne par passager a reculé de 11,5 % par rapport à 2008. Pour l'ensemble de l'exercice 2009, le secteur table sur une chute du trafic passager de 4% et du fret de 14%. Si quelques grands noms de l'aérien ont réussi à lever 5,5 milliards d'euros pour faire face à leurs difficultés immédiates, la trésorerie des compagnies reste largement sous pression. En 2010, les espoirs de reprise ramèneraient les pertes du secteur à hauteur de 4 milliards de dollars.

Sur le marché français, le nombre de billets d'avion émis par les agences de voyages a reculé de 4,5% en octobre par rapport au même mois en 2008, et de 6,8% sur les dix premiers mois de l'année 2009. Chez Air France-KLM, le premier trimestre de l'exercice 2009-2010 s'est soldé par une perte nette de 426 millions d'euros, perte qui pourrait atteindre 850 millions en année pleine.

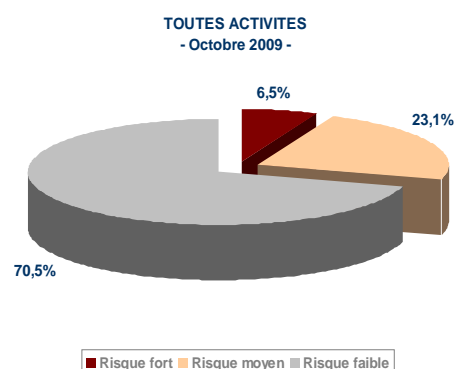
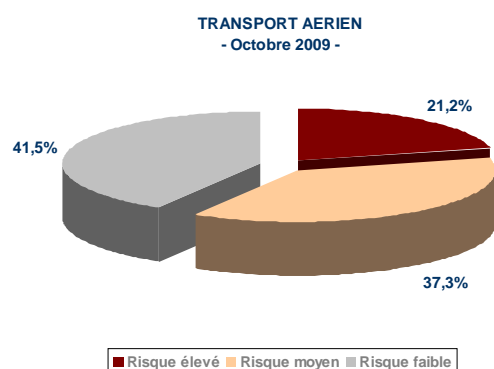
Les mesures d'économies ayant été largement prises par les professionnels du secteur, les marges de manœuvres sont désormais très limitées pour faire face à une nouvelle dégradation conjoncturelle.

La situation des entreprises du secteur reste préoccupante, avec un taux d'entreprises en risque fort près de 3 fois supérieur à la moyenne française (21,2% contre 6,5%). Par ailleurs, la part d'entreprises évaluées en risque fort a progressé de 2 points par rapport à la même période en 2008. Seules 41,5% des entreprises du secteur présentent un niveau de risque faible.

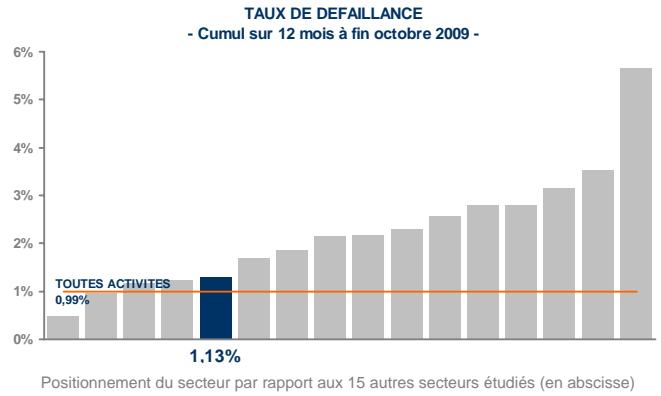
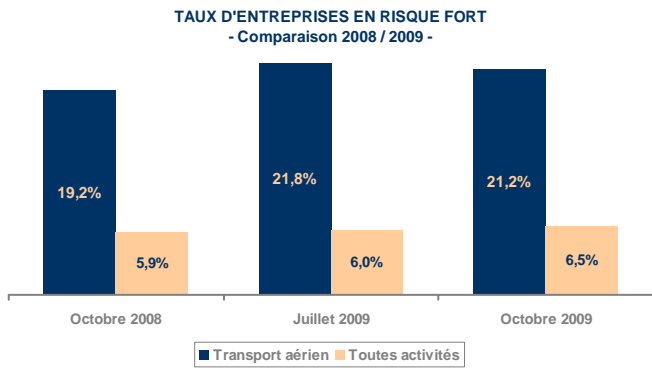
Le secteur est maintenu au sein de sa classe de risque C

• ANALYSE DU RISQUE

➔ *Répartition des entreprises par tranche de risque - Octobre 2009*



➔ **Evolution du Taux d'entreprises en risque fort et du Taux de défaillance**



SERVICES DE TELECOMMUNICATION

Population d'entreprises étudiée : 3 919

• COMMENTAIRE SECTORIEL

Il convient de distinguer au sein du secteur des Services de télécommunications deux types d'acteurs.

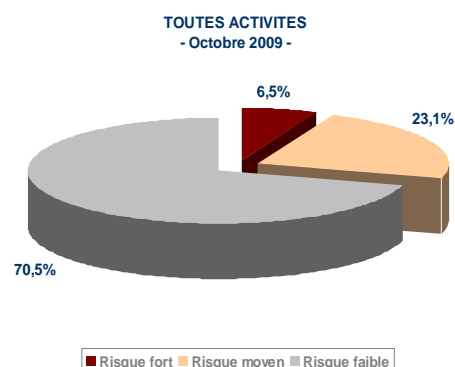
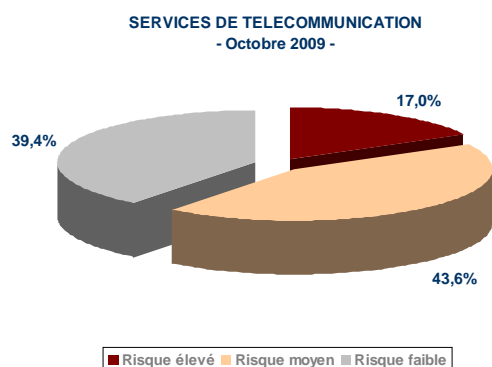
Le premier type d'acteurs comprend les petits intermédiaires des services de télécommunication, qui concentrent à eux seuls la majorité de la population d'entreprises ainsi que des défaillances du secteur (taux de défaillance de 3,53%). Les professionnels souffrent aujourd'hui d'une très forte concurrence. Le nombre important de petites structures incite à maintenir le secteur dans sa classe de risque actuelle, d'autant que la part d'entreprises en risque fort est 2,5 fois plus importante que la moyenne nationale (17% contre 6,5%)

Le second type d'acteurs est constitué des opérateurs. Ceux-ci ne connaissent pas de difficultés particulières si ce n'est un léger recul de leur rentabilité lié en partie aux taxes mises en place par le gouvernement. Seul événement majeur à signaler, l'arrivée prochaine d'un quatrième opérateur - Free-Iliad ? - qui pourrait d'ici quelques années bouleverser le marché. Parmi les principaux bouleversements, la baisse des prix pouvant atteindre 7% dès 2011 selon les premières estimations ; la quasi-totalité des français possédant aujourd'hui un portable. Le nouvel opérateur devrait opter pour une stratégie de bas prix pour concurrencer les opérateurs historiques et attirer les quelques 13 millions de consommateurs dont les engagements contractuels de 2 ans devraient se terminer au plus tard en 2012. D'ici 6 ans, le nouvel opérateur pourrait viser la rentabilité dès 12% de parts de marché.

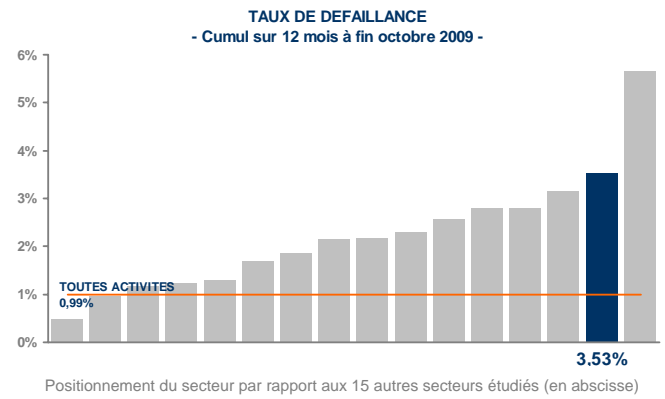
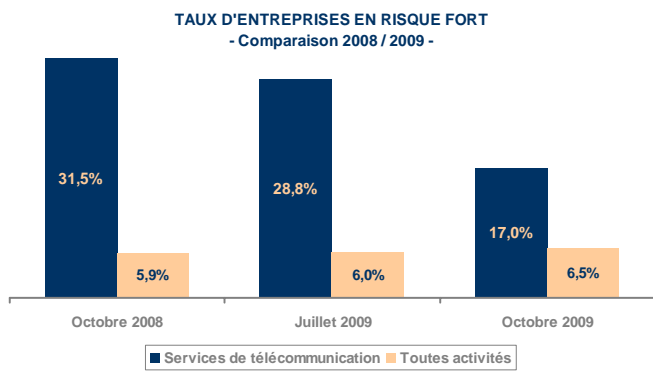
Le secteur est maintenu au sein de sa classe de risque C-

• ANALYSE DU RISQUE

➔ Répartition des entreprises par tranche de risque - Octobre 2009



➔ **Evolution du Taux d'entreprises en risque fort et du Taux de défaillance**



NOTE MÉTHODOLOGIQUE COFACE

Périmètre d'analyse : les entreprises françaises (métropolitaines) actives, réparties en 16 grands secteurs d'activités à partir de la nomenclature NAF.

Chaque secteur étudié intègre une des **10 classes de risque** en fonction de son score – *Voir ci-après la définition du **score@rating sectoriel Coface*** - Ces 10 classes de risque s'échelonnent de **A+** pour les risques les plus faibles **D** pour les risques les plus élevés, et ce en fonction des définitions suivantes :

A+ A A-	Dans un environnement économique sectoriel favorable conjugué à une situation financière généralement robuste des entreprises, l'expérience de paiement est satisfaisante. La probabilité de défaut est en moyenne faible.
B+ B B-	L'environnement économique plutôt favorable n'est pas à l'abri d'une détérioration à court terme qui pourrait avoir des répercussions négatives sur la situation financière des entreprises. Le comportement de paiement demeure globalement correct et la probabilité de défaut acceptable.
C+ C C-	Dans un environnement économique sectoriel très incertain conjugué une importante vulnérabilité de la situation financière des entreprises, le comportement de paiement est médiocre. La probabilité de défaut devient préoccupante.
D	Dans un environnement économique sectoriel très défavorable, la situation financière détériorée des entreprises est à l'origine de comportements de paiement généralement mauvais. La probabilité de défaut est élevée.

Le **Score @rating sectoriel Coface** mesure le niveau de risque de défaillance présenté par les entreprises d'un secteur. Il est le résultat pondéré des probabilités de défaut (pourcentage de probabilité de faire faillite à un an) par les entreprises du secteur.

Le Score @rating sectoriel Coface indique comment, pour un secteur d'activité donné, les perspectives conjoncturelles et la situation financière des entreprises influencent les comportements de paiement dans le cadre de transactions commerciales à court terme. Les statistiques présentées dans cette synthèse de statistiques sectorielles mettent en évidence à un trimestre donné et par secteur d'activité, les variations du Score @rating sectoriel par trimestre sur douze mois glissants.

Classes de risque par note de Score @rating

Score @rating	Risque élevé			Risque Moyen		Risque faible			
	1	2	3	4	5	6	7	8	9